

**Séance du Conseil général du 9 décembre 2013  
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Daniel Hubleur, Président du Conseil général

Secrétaire-Caissier : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

<b>1. Appel</b>
-----------------

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux, aux représentants des médias et à Monsieur Willemmin, Directeur du Centre de loisirs, qui apportera des précisions pour le point 5 de l'ordre du jour. Tout d'abord, permettez-moi, au nom des autorités communales, de réitérer nos plus sincères condoléances à nos deux collègues, Marianne Guillaume et Martial Farine, qui viennent de perdre respectivement leur maman pour Marianne et papa pour Martial. Ainsi, je vous demande de vous lever afin d'observer une minute de silence en leur mémoire. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, je procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Madame Sabine Clémence, Messieurs François Froidevaux et Xhevdet Krasniqi sont excusés.

Pour le Conseil communal, Monsieur Nusret Berisha est excusé.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 41 du 20 novembre 2013
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 7 octobre 2013
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et préavisier le projet de renouvellement de la convention liant la Commune des Bois au Centre de Loisirs de Saignelégier
6. Budget 2014
  - Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
  - Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2014
  - Donner connaissance du budget des investissements 2014
7. Discuter et approuver l'octroi d'une subvention communale de Fr. 11'200.00 à la société Progressia pour des travaux d'isolation effectués aux immeubles « Rue du Doubs 16 » et « Rue du Doubs 18 »
8. a) Discuter et décider du prix de vente des futures parcelles du lotissement « Derrie lai Bâme »  
b) Donner au Conseil communal, en dérogation de l'article 27 du règlement d'organisation, la compétence de vendre les parcelles du secteur « Derrie lai Bâme »

- c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes relatifs à la propriété foncière pour les ventes des terrains du secteur d'habitation « Derrie lai Bâme »
- 9. Traitement de la motion déposée par M. Jacques Boni, intitulée « Motion 60 m<sup>3</sup> »
- 10. Nomination :
  - Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes
- 11. a) Election du Président du Conseil général
  - b) Election du premier vice-président du Conseil général
  - c) Election du second vice-président du Conseil général
  - d) Election de deux scrutateurs

## 2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 7 octobre 2013

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : personne ne désirant s'exprimer, je considère le procès-verbal comme accepté tacitement et je remercie la Secrétaire pour la précision de ses procès-verbaux.

## 3. Communications

### Conseil général

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : j'ai reçu une lettre de l'entreprise Comte de Delémont que je vais vous lire. « *Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, pour ce projet d'hôtel 4 étoiles, le chemin sera encore long, mais c'est une étape importante qui vient de marquer un nouveau point de départ. Par la présente et au nom de toute l'équipe du projet, nous tenons à vous remercier pour votre soutien et votre célérité dans l'étape franchie lors de cette votation. Nous pouvons aussi affirmer que nous attacherons une importance particulière à l'intégration la plus harmonieuse du projet dans le paysage. Nous restons à votre entière disposition et vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à l'expression de notre parfaite considération.* »

### Conseil communal

Monsieur le Maire, Michäel Clémence :

Projet de chauffage à distance : le bureau Matthey qui est chargé du projet de faisabilité d'un chauffage à distance nous fournira, en date du 18 décembre, son rapport final.

Routes communales à entretien cantonal : lors de la dernière séance de l'association des Maires des Franches-Montagnes où les députés franc-montagnards étaient invités, je leur ai fait part de nos soucis sur l'entretien de ces routes. Les députés nous ont fait savoir qu'ils nous soutiendraient dans nos démarches. Au final, il a été décidé d'inviter, lors d'une prochaine assemblée des Maires, les responsables des Ponts et chaussées ainsi que le Ministre en charge de l'équipement afin de trouver une solution satisfaisante à ce problème. D'autre part, avec l'accord des Communes du Noirmont et de Muriaux, le Conseil communal des Bois a proposé au Canton de mettre le tronçon Le Bois-Français – Le Peuchapatte en « mesures hivernales réduites » afin de diminuer le trafic ; on attend une réponse du Canton.

Zones Le Plane Percé – Derrie lai Bâme : les travaux de viabilisation de ces deux zones sont terminés.

Taxe au sac régionalisée : en début d'année 2014, le Conseil général devra préavisier sur l'introduction de la taxe au sac régionalisée sur les Franches-Montagnes. Par rapport au

système que nous avons, il n'y aura pas de grand changement. Il est bien clair que le principe reste le même.

Réseau de déchetterie jurassienne RDJ : le Conseil communal a accepté de participer à l'étude d'un projet de déchetterie régionale. Une fois ce projet ficelé, le Conseil communal vous le soumettra afin que vous puissiez vous prononcer.

#### 4. Questions orales

1) Monsieur Martial Farine : nous avons appris par la presse que la gare du Noirmont allait être fermée. Cette gare est la seule du coin ayant encore du personnel disponible pour la vente de billets. Il est d'ailleurs aussi possible de se faire livrer des billets par le train. Le Conseil communal s'est-il approché de la Commune du Noirmont afin qu'un service de vente de billets perdure à l'Ouest des Franches-Montagnes ? Sinon, souhaite-t-il soutenir le Conseil communal du Noirmont qui est en train de se battre pour garder ce service de proximité ? Les services à la personne à proximité des usagers doivent être garantis au moins pour les personnes en ayant le plus besoin et, un à un, ces services disparaissent. Merci pour votre réponse.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : effectivement, on a appris également par la presse que cette gare serait éventuellement fermée. Sans plus attendre, on a écrit à la Direction des Chemins de fer du Jura afin de lui faire comprendre notre mécontentement. D'une part, après la fermeture de la gare des Bois, celle du Noirmont, après éventuellement encore Saignelégier et je ne sais pas où on ira acheter nos billets. On a reçu une réponse des CJ. Ils disaient, pour résumer, qu'un automate coûtait moins cher que du personnel. La réponse, en gros, c'était ça. On suit l'affaire de près.

Monsieur Martial Farine : je suis satisfait.

2) Monsieur Marcel Humair : la mise en route de l'espace communal, notamment de la halle de gymnastique, permet d'envisager des perspectives sportives et éducationnelles. Est-ce que la halle de gymnastique, telle qu'elle est conçue, permettra d'accueillir une filière sport-art-études pour le basket ? Le cas échéant, est-ce que les critères pour être admis à cette filière au niveau de l'infrastructure sont remplis ? Sinon, à quels coûts ? Est-ce que ça a été prévu dans l'élaboration du projet ?

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je n'ai pas en tête les dimensions exactes de la salle de gymnastique du futur complexe. Mais, c'est bien clair que la Commission a ménagé le chou et la chèvre. On a réalisé une salle sur plans afin qu'elle réponde aux exigences cantonales. Il est bien clair que si on a la possibilité d'accueillir d'autres clubs, sans pénaliser les sociétés du village, on le fera. Pour l'instant, on veut déjà réaliser le projet comme il a été présenté. On ne va pas voir plus grand, ni plus petit. Après, à la Commission de promouvoir ce bâtiment, ces installations.

Monsieur Marcel Humair : je suis satisfait.

#### 5. Discuter et préavisier le projet de renouvellement de la convention liant la Commune des Bois au Centre de Loisirs de Saignelégier

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : la convention liant la Commune au Centre de loisirs arrive à la fin de sa validité. Il y a donc lieu de renouveler cette convention. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à une majorité évidente.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Michaël Clémence : comme vous avez pu le constater dans le rapport, deux modifications importantes sont à signaler. La première est que la contribution financière des communes ne sera plus calculée en fonction de leur capacité contributive, mais en fonction du nombre d'habitants, de la qualité de la desserte de la commune par les transports publics et de la distance entre la commune et le Centre de loisirs. La deuxième modification importante est la reconduction de cette convention qui se fait tacitement d'année en année pour une durée fixe de 25 ans. Il faut savoir que le Centre de loisirs offre de nombreux avantages aux habitants, aux écoles des communes actionnaires. De plus, il tient une place importante sur le plan franc-montagnard et bien au-delà des frontières jurassiennes. Le Conseil communal vous recommande de préavisier favorablement le renouvellement de cette convention.

Monsieur André Willemin, Directeur du Centre de loisirs : permettez-moi d'abord de vous saluer, de vous remercier de m'accueillir parmi vous. Je pense que tout le monde connaît la convention. J'aimerais simplement revenir sur les deux modifications importantes. Comme l'a dit Monsieur le Maire, il s'agit d'abord de la notion de population qui remplace la capacité contributive. C'est ce qui se fait un peu partout. Il n'y a rien de spécial à commenter. Pour ce qui est de la qualité de la desserte et de la distance, rien n'a changé si ce n'est que les tarifs des CJ ont été mis à jour et réadaptés à la situation actuelle. En revanche, ce qui est fondamentalement différent, c'est qu'en 1985 la convention a été faite pour 30 ans et ceci de manière régressive. Cette solution est une très mauvaise solution. Elle a été une bonne solution à l'époque, mais aujourd'hui c'est une mauvaise solution parce que le Centre de loisirs est une société qui vit, qui a évidemment besoin de financement ; d'ailleurs, vous m'avez accueilli deux fois dans vos murs pour vous proposer de cautionner le Centre de loisirs. Evidemment, les banques ne sont pas d'accord de prêter de l'argent à une société qui, potentiellement, pourrait être en faillite dans une année ou dans deux ans. Chaque fois qu'on avait besoin d'un crédit, on devait aller dans les assemblées communales. Je l'ai fait en 2006 et en 2009 pour assurer les crédits nécessaires pour faire vivre cette société. Alors, l'idée, c'est de dire qu'on ne fait plus 30 ans, on fait pour 25 ans et chaque année cette convention se renouvelle tacitement. Ça veut dire qu'en 2015, elle va partir pour 25 ans jusqu'en 2040. En 2016, elle partira jusqu'en 2041 et ainsi de suite. Ça permet au Centre de loisirs de se financer à des conditions bien meilleures et d'amortir moins que si nous étions obligés d'amortir dans des délais beaucoup plus courts. C'est donc une charge financière plus légère pour les communes. La deuxième chose qu'il faut dire, c'est qu'en 1985, le risque pris par les communes était beaucoup plus grand que le risque que vous prenez aujourd'hui. En 1985, on ne savait rien du Centre de loisirs. On ne savait pas comment il allait fonctionner. On ne savait pas comment il allait être déficitaire. Aujourd'hui, je crois que les communes, à travers les hauts et les bas du Centre, ont parfaitement compris ce qui se passait et on sait ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire pour se retrouver dans une situation catastrophique comme on s'est retrouvés en 2004 ou 2005. Je rappelle qu'en 2004 ou 2005, la société du Centre de loisirs était totalement insolvable et avait besoin d'urgence de trois millions de francs pour renouveler ses équipements sportifs et n'avait pas le sou. Aujourd'hui, on est dans une situation totalement différente. Je peux vous assurer que la situation financière du Centre est excellente et que ce que l'on facture actuellement aux communes, même si ça a largement diminué, couvre et prévoit largement les investissements à long terme. Je l'avais déjà dit ici en 2006, on ne viendra pas vers les communes réclamer des millions pour retaper le

Centre de loisirs dans 5, 10, 15 ou 20 ans. Tout est prévu dans le plan financier. Je vais tout d'abord vous faire un petit historique du Centre de loisirs. La patinoire a été ouverte en 1985 et le complexe en 1987. En 2005, on était dans une situation d'insolvabilité, on ne pouvait plus faire les salaires du personnel. Je rappelle que les Communes de Saignelégier et des Breuleux ont prêté de l'argent pour pouvoir faire les salaires. On était vraiment dans une situation catastrophique et il n'y avait pas de ligne de crédit disponible. Les banques ne voulaient plus prêter au Centre de loisirs. En 2006 et 2007, nous avons refinancé le Centre de loisirs. Nous avons procédé à une restructuration assez énergique et nous avons proposé un programme de développement progressif (projets Saturne 1 et 2). Tout ça a été possible grâce à vous, grâce au soutien unanime des communes. En 2010, c'était la suite du projet avec Saturne 3 qui a de nouveau été permis grâce au soutien unanime des communes. Ce qu'il faut savoir en termes de fréquentation, c'est que chaque année, il y a 150'000 personnes qui utilisent les installations du Centre de loisirs, sans compter les clients de l'hôtel ou du restaurant. Ça veut dire plus de 400 clients par jour. C'est juste énorme. Aujourd'hui, je crois qu'il n'y a plus besoin de démontrer, avec de tels chiffres, le besoin absolu d'avoir un Centre de loisirs dans une région comme les Franches-Montagnes. Pour ce qui est du taux d'occupation de l'hôtel, nous sommes actuellement à 50 % sur 365 jours. En ce qui concerne les investissements et les financements récents, depuis le redressement en 2005, nous avons investi 13 millions de francs, soit à peu près ce qu'il a coûté à l'origine. Pour cette période, la dette bancaire a augmenté de 5.5 millions de francs. Ça veut dire que le Centre de loisirs a trouvé 7.5 millions de francs sans demander un franc aux communes. Ils ont été investis directement dans le complexe. Je peux vous assurer ce soir que c'est ça qui a sauvé le Centre de loisirs. En ce qui concerne le déficit, on se compare à d'autres centres sportifs de la même taille en Suisse. Ils sont tous avec un déficit compris entre 1.5 et 3 millions de francs par année, soit Fr. 100.00 à Fr. 350.00 par an par habitant. Le Centre de loisirs, si nous n'avions pas pris les mesures de 2005, aurait un déficit estimé aujourd'hui à au moins 1.6 million de francs. Pour les 10'000 habitants des Franches-Montagnes, ça représenterait Fr. 160.00 de déficit annuel par habitant. Actuellement, le déficit du Centre de loisirs est inférieur à Fr. 50.00 par habitant, tout en assurant le financement des investissements futurs. C'est extrêmement important parce que beaucoup de complexes sportifs ne considèrent pas les investissements nécessaires à leur pérennité. Par exemple, la patinoire d'Ajoie a des difficultés de trouver un financement pour se remettre à niveau. Le Centre de loisirs ne se retrouvera pas dans une telle situation, je peux vous l'assurer. Si vous acceptez la convention, la Commune des Bois paiera Fr. 27.00 par an et par habitant avec le déficit actuel. Par exemple, Saignelégier paie Fr. 95.00 par an et par habitant ; c'est logique puisqu'ils sont sur place. La moyenne franc-montagnarde est de Fr. 50.00 par habitant et la commune qui paie le moins est la Commune de Saulcy qui paie Fr. 20.00. En conclusion, il faut savoir qu'en 1985, si les communes ne s'étaient pas mises ensemble, le Centre de loisirs n'aurait pas vu le jour. Il faut quand même le reconnaître et remercier les communes que c'est grâce à leur unanimité en 2006, qu'elles nous ont fait confiance quand ce n'était pas évident, que le Centre de loisirs a été sauvé et que la pérennité du Centre dépend de l'efficacité de sa gestion, mais aussi de l'engagement des communes pour les années à venir. A ce sujet, je veux simplement vous annoncer déjà ce soir qu'on va renforcer la position des communes au sein du Conseil d'administration. C'est absolument clair pour nous que ce sont ceux qui paient qui doivent commander. Je pense que c'est moins important que les locataires soient à l'intérieur du Conseil d'administration. Je crois qu'on est aussi obligés de dire que le Centre de loisirs, aujourd'hui, fait figure d'exemple en Suisse car c'est rare d'avoir un Centre comme le nôtre qui fait aussi peu de déficit. Ça commence à se savoir et des

responsables d'autres centres comme celui de la Vallée de Joux ou du Val de Travers viennent voir ce qui s'est passé, ce qu'on a fait, pour essayer de sortir de la même impasse que celle où nous étions il y a 5 ou 6 ans. Le Centre de loisirs fait donc actuellement office de référence.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je remercie Monsieur Willemin.

Monsieur Blaise Willemin : vous nous parlez de la politique de financement actuelle, mais le jour où il y aura un changement de Direction, est-ce qu'il y a des garanties ? Par exemple, si ça devient plus déficitaire, est-ce qu'il y aura quand même un investissement pour les nouveaux équipements ?

Monsieur André Willemin : il faut savoir que la Direction du Centre de loisirs est assumée aujourd'hui par moi-même, mais ça ne sera évidemment pas éternel, j'ai aussi droit à une retraite. Nous travaillons déjà sur cette problématique. Je crois que le Conseil d'administration du Centre de loisirs a très bien compris qu'à la tête du Centre, il ne faudra pas mettre n'importe qui. Il faut mettre un manager, un chef d'entreprise qui maîtrise les finances. Parce qu'on voit que si tel n'est pas le cas, ça peut poser un certain nombre de problèmes. Je crois que c'est une société qu'il faut considérer comme une grosse PME, assez complexe d'ailleurs, et il faut s'assurer que les personnes qui sont à la tête de cette société maîtrisent leur affaire en termes financiers. Il ne faut pas laisser partir le complexe à la dérive. La deuxième chose très importante, je l'ai dit, c'est qu'il faut donner du poids aux communes, qu'elles soient fortes au niveau du Conseil d'administration pour surveiller que la politique faite et mise en œuvre à la Direction du Centre de loisirs corresponde à l'attente des communes. Il faut que les communes puissent tirer les warnings si ça va dans la mauvaise direction. Mais, aujourd'hui, on a quand même démontré que le complexe, je ne veux pas dire qu'il est viable, mais il est presque viable. Aujourd'hui, on facture aux communes Fr. 493'000.00 par année, mais il faut juste savoir qu'il y a presque Fr. 600'000.00 d'amortissements et de provisions. Donc, le cash-flow de la société est noir. Ça fait deux années de suite que le Centre de loisirs dégage un bénéfice en termes de cash-flow. Ça, c'est totalement exceptionnel pour un centre sportif. Je crois que les acteurs, les responsables, les représentants des communes voient ce qui s'est passé. Ce n'est plus qu'un seul homme, c'est une équipe. C'est à ce Conseil d'administration de veiller au grain pour qu'il n'y ait pas une dérive et que ça reparte dans n'importe quelle direction dans 5 ou 10 ans. Il me paraît plus facile de maintenir le bateau à flots que de récupérer le bateau quand il s'était payé l'iceberg comme le Titanic. A l'époque, c'était un peu ça. Aujourd'hui, je crois qu'on a tous les éléments clairs, précis qui disent ce qu'on doit faire, ce qu'on ne doit pas faire pour garantir aux communes d'avoir un Centre de loisirs qui fonctionne et qui coûte le moins possible. Les prestations que le Centre de loisirs offre aux communes, et c'est une bonne chose, ce n'est pas du tout remis en cause, représentent Fr. 320'000.00 par année. Ça veut dire que si le Centre de loisirs facturait aux écoles des communes franchemontagnardes, ne donnait plus jusqu'à 35 % de rabais aux habitants des Franches-Montagnes et que les clubs locataires (VFM, FC, HC, etc.) payaient le vrai prix, le Centre de loisirs encaisserait en plus de ça Fr. 320'000.00. Le Centre serait donc noir mat en termes de chiffres, même après amortissements. Finalement, c'est un choix : les communes offrent des installations sportives aux clubs régionaux et ce n'est contesté par personne, ça a un rôle social aussi.

Madame Rose-Marie Jobin : Monsieur Willemin, si j'ai bien compris, à l'article 9, la convention a une durée de 25 ans. Ça veut dire que pour 2015, ça va jusqu'en 2040. Si en 2030, une commune décide de quitter le Centre de loisirs, elle sera quand même membre jusqu'en 2055. C'est juste ?

Monsieur André Willemin : absolument. Ça nous a paru extrêmement important surtout suite au refus des fusions de communes. Partant de l'idée qu'elles veulent rester souveraines, il fallait respecter cette souveraineté. On laisse la possibilité à chaque commune de quitter le bateau quand elle le souhaite. Mais, à partir du moment où elles disent qu'elles veulent le quitter, elles en ont encore pour 25 ans. C'est normal, à partir du moment où des engagements financiers sont pris. C'est bien la condition qui fait que le Centre de loisirs peut se financer à bon compte. Je viens de renouveler un crédit bancaire à 1.25 %. S'il n'y avait pas les communes derrière, ça n'aurait jamais été possible. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. La garantie des communes fait que le Centre de loisirs se finance à des coûts imbattables. Mais, comme l'engagement est pris pour 25 ans, il faut attendre que la fin des engagements soit consommée pour qu'une commune puisse partir. Mais, en tout temps, une commune peut demander de quitter le navire. C'est très important.

Monsieur Germain Jobin : je voudrais quand même féliciter toute l'équipe du Centre de loisirs qui a redressé la barre. Quand vous dites que ça ne changera pas la quote-part pour la commune, quand on voit les comptes, ça fait quand même une augmentation de Fr. 8'000.00. On passe de Fr. 26'000.00 à Fr. 34'000.00.

Monsieur André Willemin : vous avez totalement raison, votre remarque est parfaitement justifiée. On a ce cas aux Bois et aux Enfers. C'est toujours l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. Vous pouvez dire que ce n'est pas juste que la Commune des Bois voie sa part augmenter de Fr. 8'000.00 à déficit constant. Mais, il faut savoir que la Commune des Bois a vu sa population augmenter de 11 %. Un habitant du Noirmont pourrait vous rétorquer que, finalement, aujourd'hui, vous ne payez pas assez par rapport à votre nombre d'habitants puisque vous devriez, déjà actuellement, payer beaucoup plus. C'est toujours le même problème. C'est pour cela que l'idée de mettre la population paraît beaucoup plus juste parce que tous les 5 ans, on remettra la population à niveau. Comme ça, on aura toujours des chiffres qui jouent et ça éviterait d'avoir le phénomène que vous observez. Je vous comprends, c'est juste, il ne faut pas le cacher, c'est une réalité. Mais c'est uniquement lié au fait que la Commune des Bois a vu sa population augmenter à 1'164 habitants.

Au vote, un préavis favorable est donné par 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur François Jobin : j'aimerais juste vous remercier pour ce vote. Je profite aussi de l'occasion pour remercier notre Directeur pour tout le travail qu'il fait. Je crois que les chiffres sont clairs. C'est un énorme boulot et, pour lui, c'est aussi une récompense de voir votre vote de ce soir.

Monsieur André Willemin : je voudrais aussi vous remercier. Vous nous avez fait confiance pour la troisième fois. Je crois que les deux premières fois, vous ne l'avez pas regretté, vous n'allez pas le regretter cette fois-ci.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je remercie Monsieur Willemin et lui souhaite un bon retour.

## 6. Budget 2014

Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2014

Donner connaissance du budget des investissements 2014

Entrée en matière.

Monsieur Johnny Combremont : pour l'établissement du budget 2014, la Commission financière s'est réunie à deux reprises. Dans le cadre de ses travaux, elle s'est aussi réunie pour discuter de l'opportunité de modifier le système d'imputation des frais aux services communaux. Le résultat de ses observations figure dans l'analyse du budget qui vous a été transmise avec le projet de budget. Vous avez pu prendre connaissance du résultat favorable de la votation communale du 24 novembre concernant le projet d'aménagement de l'Espace communal Les Bois. Sous réserve du délai de recours contre cette décision du peuple, celle-ci entrera en force le 24 décembre prochain. Cette importante décision n'aura encore pas de répercussion directe sur les finances communales, le Conseil communal partant du principe que le premier coup de pioche ne sera pas donné avant le milieu de l'année 2014. Par contre, il est clair que, dès l'année 2015, les recettes communales devront être adaptées pour faire face à cet important investissement. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière. Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à une majorité évidente.

Débat de fond.

Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Monsieur Johnny Combremont : comme mentionné, le Conseil communal vous propose de reconduire la quotité d'impôt. Les premiers éléments relatifs à la facturation des impôts pour l'année 2013 indiquent que, pour atteindre les objectifs des recettes fiscales des personnes physiques inscrits au budget, il manquera encore environ Fr. 130'000.00. La progression des impôts pour l'année 2014 reste cependant la même, principalement en raison de l'arrivée de nouveaux habitants. Pour ce qui concerne les taxes communales, les recettes relatives à la taxe des déchets marquent le pas. Aussi, le Conseil communal se voit contraint de proposer une légère augmentation de la taxe de base perçue auprès des ménages. Il aurait également souhaité proposer l'introduction d'une taxe sur les végébox en raison du fort tonnage que représente l'élimination du gazon. Cependant, l'introduction d'une telle taxe nécessite une modification du règlement concernant les déchets. La taxe d'alimentation en eau reste fixée à Fr. 2.00/m<sup>3</sup> et la taxe d'épuration des eaux à Fr. 4.70. Lorsque le découvert du compte de l'épuration aura été résorbé, le montant de la taxe de l'épuration devrait permettre à la Commune de constituer le fonds de renouvellement des installations d'épuration communales.

Monsieur Marcel Humair : au niveau du PCSI, il a été constaté que l'augmentation des taxes présentait un côté qui manquait d'équité puisque c'est principalement la facturation de l'élimination des déchets verts qui constitue Fr. 35.00 d'augmentation globale au niveau des taxes. En fait, c'est une prestation qui serait payée par chaque citoyen et tous les citoyens ne bénéficient pas de cette prestation. Pour cette raison, le PCSI s'oppose à l'augmentation de ces taxes communales. En revanche, je propose l'établissement d'une motion qui permette, d'après le règlement de perception des taxes d'élimination des déchets, de pouvoir introduire au niveau de la rubrique 1100.434.06 du budget une taxe sur les végébox.

Monsieur Johnny Combremont : au niveau de la Commission financière, on avait trouvé l'idée de créer une taxe pour les végébox. Cela n'a pas été possible vis-à-vis du règlement. On n'avait donc pas trop d'autre choix que de proposer cette variante ce soir.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : Monsieur Humair, pourriez-vous préciser votre demande. Vous parlez de Fr. 35.00 et je n'ai pas bien compris.



Monsieur Marcel Humair : la motion propose une modification du règlement de la perception des taxes sur l'élimination des déchets de manière à pouvoir introduire la rubrique 1100.434.06 dans le budget et de modifier le règlement communal en la matière par voie de motion.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : et on laisserait le budget tel qu'il est là ? Parce que pour le moment, on doit voter le budget.

Monsieur Marcel Humair : je propose de ne pas augmenter les taxes, mais, par voie de motion, de modifier le règlement de manière à pouvoir introduire cette rubrique.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : alors cette motion, il faut la déposer. C'est un autre débat qu'on aura par la suite. Maintenant, il y a une proposition, par rapport au budget, de laisser les taxes telles qu'elles étaient l'année passée.

Monsieur Blaise Willemin : Monsieur le Maire nous a dit en début de séance que le projet d'introduction d'une taxe au sac au niveau des Franches-Montagnes devrait entrer en vigueur en 2015. N'allons peut-être pas trop vite. Si cette taxe au sac a été introduite, c'est aussi sur la base du pollueur-payeur. Si on doit augmenter quelque chose, ce n'est en tout cas pas la taxe de base, mais plutôt le prix du sac. C'est pour cela que je rejoins l'avis de Monsieur Marcel Humair de refuser cette augmentation.

Monsieur Jacques Boni : j'aimerais savoir la différence globalement par rapport à cette taxe de Fr. 120.00 ou Fr. 130.00, ce que ça fait en plus en chiffres réels.

Monsieur Claude Gagnebin : l'augmentation de ces Fr. 10.00 sur la taxe de base représente entre Fr. 4'000.00 et Fr. 5'000.00.

Monsieur Christophe Cerf : pour accepter qu'on baisse de Fr. 10.00 et qu'on reste au statu quo, il faut être sûr qu'une motion vienne derrière parce qu'on ne peut pas laisser ce compte déficitaire encore une année. Sinon, on aura un gros trou.

Monsieur Marcel Humair : raison pour laquelle j'ai associé le refus d'augmentation des taxes généralisées pour engager une motion qui permette de récupérer Fr. 6'000.00 générés par le déficit de l'élimination des déchets verts.

Monsieur Claude Gagnebin : j'aimerais juste préciser que l'année prochaine, comme l'a dit Monsieur Willemin, ça sera la dernière année où on devra percevoir la taxe selon le principe de la Commune des Bois. A partir de 2015, si les gens l'acceptent, on transfèrera une partie de nos compétences au Syndicat de gestion des biens de l'Hôpital des Franches-Montagnes qui sera chargé de fixer la taxe au sac pour l'ensemble des communes des Franches-Montagnes. La taxe de base sera toujours de la compétence de la Commune. On pourra bien sûr estimer nos besoins. Ils ne vont fondamentalement pas changer. Nos besoins qui ne seront pas couverts par la taxe au sac seront couverts par la taxe de base. Pourquoi cela ? Parce que chaque commune est foncièrement différente en ce qui concerne les services qu'elle offre à sa population. Nous, on a un service par exemple pour le gazon qui est un service quasiment à domicile qui est la Rolex, en tout cas pour ce qui concerne le village. On offre une Rolex aux gens pour qu'ils puissent utiliser ce service. Dans d'autres communes, les gens doivent aller au compost communal. Ils doivent prendre leur voiture pour amener ça au compost communal. Ça coûte moins cher. On ramasse les plastiques agricoles, je ne sais pas si dans les autres communes ça se fait. Je ne me suis jamais renseigné à ce sujet. Pour les cassons encombrants, on a une solution qui est plus centralisée alors que, dans d'autres communes, le service de ramassage fait du porte à porte. Chaque commune a ses particularités, ce qui fait que la taxe de base ne sera pas identique dans chaque commune. La seule chose qui sera identique sera le prix du sac.

Monsieur Marcel Humair : on ne parlait pas de la taxe des déchets, on parlait des déchets verts et des Fr. 26'000.00 qu'occasionne cette Rolex, alors que les habitants n'y ont pas tous droit.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : j'ai un petit problème par rapport à cette question. Si on taxe les végébox, après on va dire qu'il faudra payer plus cher pour les plastiques agricoles, etc. Je pense que le but c'est que ça tourne. Si la Commune propose d'augmenter de Fr. 10.00, je pense qu'il faut accepter ça sans déposer une motion derrière.

Monsieur Germain Jobin : je voudrais juste rappeler que c'est un service communal qui doit tourner. Je pense que si le Conseil communal propose malgré tout une augmentation, c'est pour que ça tourne. Mais, j'aimerais quand même qu'on regarde, pour l'année prochaine, la taxe de base pour les personnes seules, pas celles qui sont à l'AVS. Avant, elles payaient Fr. 115.00 et, maintenant, ça passe à Fr. 130.00 plus les sacs. Je ne fais pas une proposition pour cette année, mais j'aimerais qu'on regarde ça pour l'année prochaine. Celui qui est seul dans un ménage, s'il n'est pas à l'AVS, il faudrait qu'il ait une petite réduction.

Monsieur Jacques Boni : on fait un prélèvement au fonds des ordures. J'aimerais connaître le montant de ce fonds des ordures.

Monsieur Claude Gagnebin : ce fonds des ordures, vous l'avez à la fin du rapport de l'analyse. On est déjà en négatif avec Fr. 19'000.00 d'excédent de charges. Avec la proposition que vous fait le Conseil communal, on ne tournera encore pas ou bien on tournera juste si on arrive à faire des économies.

Monsieur Robert Claude : en Suisse, je crois savoir que la taxe au sac est obligatoire partout. Aux Bois, on est bon élève parce qu'on est les seuls aux Franches-Montagnes à l'avoir. C'est vrai qu'on a introduit ça l'année passée, sauf erreur. Au bout d'une année, il faut déjà augmenter les taxes parce que ça ne tourne pas. Moi, je pense qu'il faut remettre les taxes au prix de l'année passée et vraiment étudier où est le problème. Le problème, bien sûr, ce sont ces déchets verts.

Monsieur Martial Farine : je crois qu'il en va quand même de notre responsabilité. On ne peut pas laisser un budget qui va être déficitaire pour n'importe quel poste quand on a des solutions possibles. La motion de Monsieur Humair me semble assez correcte, mais j'aimerais vraiment que celui qui utilise un service le paie. Je crois qu'on a des déchets verts qui coûtent la peau des fesses et les gens qui utilisent ce service doivent le payer. Je propose que, pour ce budget, on augmente la taxe et qu'on vienne avec la motion l'année prochaine. Je propose qu'on ne creuse pas un déficit, qu'on accepte cette augmentation et qu'on vienne avec la motion l'année prochaine.

Monsieur Germain Jobin : je crois que le volume des déchets a diminué de 30 à 35 %, mais les transporteurs se sont arrangés pour ne pas perdre sur les transports. On paie toujours la même chose. C'est là que se trouve le problème.

Au vote, la proposition de Monsieur Marcel Humair avec des taxes identiques à celles de l'année passée obtient 7 voix pour et 10 voix contre. Elle est donc refusée.

Au vote, toutes les taxes proposées par le Conseil communal sont acceptées par 14 voix pour et 1 voix contre.

Débat de fond.

Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2014

Monsieur Johnny Combremont : je n'ai rien à ajouter.

Les chapitres qui donnent lieu à discussion sont les suivants :

## CHAPITRE 1/ADMINISTRATION GENERALE

### 130.318.02/Taxes téléphoniques

Madame Charline Cattin : le PCSI s'est penché sur tous les montants. Si on additionne les taxes téléphoniques pour tout le compte de fonctionnement, on arrive à un montant de Fr. 9'600.00. On se demandait s'il y avait un contrat global avec un opérateur qui était mis en place. Si ce n'est pas le cas, on pense que ça serait judicieux parce qu'on trouve le montant quand même assez élevé.

Monsieur Claude Gagnebin : effectivement, le montant est assez élevé. Je remercie Madame Cattin d'avoir fait le calcul. Où on a pu regrouper des contrats, on l'a fait. Ce qui s'est passé ces dernières années, c'est principalement au niveau des installations des stations d'épuration et du réseau d'eau. On a installé des communications téléphoniques pour la transmission des alarmes. Ces communications ne peuvent pas faire l'objet d'un regroupement avec l'opérateur. Il y a un endroit où on pourrait faire des économies, c'est pour le téléphone de la halle de gymnastique. On a aménagé un local des jeunes avec une station wifi pour qu'ils puissent travailler à l'ordinateur. Malheureusement, ce local n'est pas utilisé, mais l'abonnement pour le wifi, on le paie quand même. C'est la seule place où on pourrait faire une économie réelle en quelques mois. Pour le reste, on ne peut pas faire d'économie parce que ce sont des choses qui ne peuvent pas être liées entre elles.

### 140.314.00/Entretien des immeubles

Monsieur Cyril Jeanbourquin : il y a une différence de Fr. 11'400.00. A quoi ça correspond ?

Monsieur Claude Gagnebin : le Conseil communal prévoit deux aménagements pour le bâtiment de l'administration communale. Il veut remplacer la barrière à l'entrée Est du bâtiment qui est fort jolie en bois, mais qui n'est plus conforme aux prescriptions de sécurité. Si vous avez un gamin qui va se promener dessus et qu'il tombe, je ne donne pas cher de sa peau arrivé en bas. Deuxièmement, on a un petit projet pour rénover le plancher du bureau communal. On aimerait enlever le tapis et mettre un fond qui soit moins salissant. Ce sont principalement ces deux points qui représentent cette augmentation.

## CHAPITRE 2/TRAVAUX PUBLICS

### 200.310.00/Achat de machines

Monsieur Cyril Jeanbourquin : l'année passée, on avait Fr. 14'600.00 et cette année, on a Fr. 40'900.00. J'aimerais savoir pourquoi.

Monsieur Christophe Baume : pour la voirie, on a prévu de changer la lame à neige et d'acquérir une nouvelle machine polyvalente pour débroussailler, faucher les talus, balayer les trottoirs et fraiser les trottoirs.

### 205.434.00/Bonification de La Goule SA

Monsieur Edwin Bischof : ça descend. C'est quoi cette bonification ? Pourquoi on reçoit quelque chose ?

Monsieur Claude Gagnebin : quand l'électricité est arrivée dans la Commune, on aurait pu faire un Service industriel pour la Commune. Or, à l'époque, la Commune avait renoncé à faire ce Service industriel. En compensation, la société de La Goule nous donne une bonification sur le bénéfice qu'elle réalise étant donné que nous n'avons pas de Service industriel. Sur votre facture de La Goule, c'est bien mentionné qu'il y a une bonification à la Commune.

## CHAPITRE 5/INSTRUCTION, FORMATION ET CULTURE

### 5101.318.01/Transport des élèves

Monsieur Cyril Jeanbourquin : on a Fr. 34'200.00 alors qu'on n'avait rien l'année passée.

Monsieur Johnny Combremont : cette rubrique comporte les frais de transport pour les enfants qui vont sur Saignelégier. C'est une personne privée qui fait ces transports. On a sorti ces transports du contrat avec les CJ. Avant, les deux sommes étaient regroupées.

Monsieur Jacky Epitiaux : si on l'a sorti du contrat des CJ et qu'on est tout proche du montant de l'année dernière dans le compte des transports avec les CJ, on a quand même Fr. 30'000.00 qui tombent du ciel puisqu'on avait Fr. 114'300.00 l'année passée et qu'on a Fr. 110'750.00 cette année pour les CJ. Ils tombent d'où ces Fr. 34'200.00 ?

Monsieur Claude Gagnebin : la personne qui effectue ces transports était payée avant pour un certain type de transport avec des coûts réduits étant donné qu'elle n'avait pas le permis requis par le Canton. Maintenant, elle a un permis professionnel et elle a droit à une indemnité supérieure.

Monsieur Jacky Epitiaux : elle a donc une rémunération d'une trentaine de milliers de francs ?

Monsieur Claude Gagnebin : ça ne fait pas Fr. 30'000.00 en tout, mais c'est une rémunération qui est substantiellement plus élevée. Elle fait aussi quelques courses en plus. Mais, ces Fr. 30'000.00 qui sont en plus sont également indemnisés normalement en plus par le Canton.

Monsieur Jacky Epitiaux : on retrouve donc la recette dans les subventions cantonales ? Ce poste, on le retrouve où ?

Monsieur Claude Gagnebin : sous le compte 5101.461.01.

Monsieur Jacky Epitiaux : oui, mais le montant de ce compte est identique à l'année passée !

Monsieur Claude Gagnebin : c'est identique parce que c'est difficilement calculable.

Monsieur Marcel Humair : si on additionne les chiffres des comptes 2012 pour les comptes 5101.301.00, 5101.318.01 et 5101.318.02, on arrive à Fr. 157'463.75. Pour le budget 2014, on arrive à Fr. 155'350.00 pour ces mêmes comptes. Ça me paraît donc correspondre.

Monsieur Jacky Epitiaux : concernant ces Fr. 30'000.00, est-ce que la Commission financière avait noté cette information ? Puisqu'au niveau de ce qu'on reçoit du Canton, on a toujours Fr. 130'000.00 et que ce n'est pas vraiment évident.

Monsieur Robert Claude : on a fait les mêmes remarques que vous. Le Secrétaire nous a expliqué tout ce qu'il en était. Comme on vient de le signaler, si on additionne les chiffres dans les comptes 2012 et ceux dans le budget 2014, on arrive quasiment au même montant. En 2013, on n'avait rien mis au budget et on aura certainement un dépassement. Maintenant, c'est mieux réparti et on peut aussi donner des explications. En plus, avec les transports, ce ne sont pas des années civiles, mais des années scolaires.

Monsieur Claude Gagnebin : effectivement, la répartition se fait sur des années scolaires ce qui engendre des difficultés.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : quand on a des différences de Fr. 30'000.00, ça serait quand même judicieux de nous mettre un petit mot d'explication. On ne perdrait pas cinq ou dix minutes avec ces points-là.

Monsieur Claude Gagnebin : dans l'analyse, il y a une remarque concernant ce montant.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : effectivement, il y a une remarque qui explique cette somme.

#### 5110.301.01/Salaire du concierge

Monsieur Edwin Bischof : sous le salaire du concierge, il y a la remarque pour les WC de la gare. Depuis quand c'est la Commune qui prend les charges des WC de la gare et pourquoi ?

Monsieur Claude Gagnebin : les toilettes de la gare appartiennent à la Commune. Elles avaient été installées par la Commune.

Monsieur Edwin Bischof : pourquoi paie-t-on des nettoyages si les toilettes sont toujours fermées ?

Monsieur Claude Gagnebin : elles sont actuellement fermées, mais on n'exclut pas de les rouvrir. D'autre part, ce sont des imputations forfaitaires. C'est un forfait qui avait une fois été admis et on ne calcule pas le temps que l'on consacre au nettoyage de ces WC.

#### 570.310.00/Moyens d'enseignement 4 ans

Monsieur Jacques Boni : l'école maternelle, ce ne sont que les 4 ans ou ce sont les deux classes enfantines ?

Monsieur Claude Gagnebin : ce sont les deux classes enfantines. Je vais changer le nom. Ce sont les 4 et les 5 ans. D'ailleurs, on peut mettre tout ça sur le même compte étant donné que le système Harmos n'a plus qu'une seule école primaire. Simplement, au niveau de la préparation du budget, l'école primaire nous fait encore la différence. Je l'ai laissé, comme ça, ça peut rendre service. Mais, je vais changer « moyens d'enseignement pour l'école enfantine » si vous le souhaitez. Je vais peut-être même modifier en supprimant carrément le compte.

### CHAPITRE 7/ECONOMIE PUBLIQUE

#### 710.365.06/Association AREF

Monsieur Vincent Berger : il n'y a plus rien. Est-ce que c'est quelque chose qui continue ?

Monsieur Claude Gagnebin : c'est quelque chose qui continue. Simplement, le Conseil communal a souhaité qu'on fasse un regroupement des différentes cotisations qu'on paie aux associations. Ces associations ont été regroupées sous le 710.365.02, 03 et 04 où on a les cotisations aux associations économiques, politiques et touristiques. Les deux francs qu'on paie à l'AREF seront comptabilisés dans les cotisations touristiques.

### CHAPITRE 10/SERVICES COMMUNAUX

#### 1400.314.00/Entretien bâtiment STEP

Monsieur Vincent Berger : l'année passée, on avait Fr. 8'250.00 au budget et on a Fr. 29'000.00 cette année. Que représente cet écart budgétaire ?

Monsieur Claude Gagnebin : on a prévu le remplacement des installations électroniques de contrôle de la STEP. Après 10 ans, les installations sont quasiment au bout, mais elles fonctionnent encore. Le problème, c'est que ces installations-là ne seront plus fabriquées. Le vendeur nous a mis en garde et nous a fait une offre pour acquérir des machines de remplacement pour qu'au moment où elles lâchent, on puisse encore travailler durant 10 ou 20 ans.

#### 1500.314.01/Mise à jour des plans

Monsieur Germain Jobin : pour la mise à jour des plans, pourquoi on ne prélève pas ces Fr. 20'000.00 sur le compte des eaux ?

Monsieur Urs Moser : ce montant sera de toute façon une dépense qu'on le prenne dans un compte ou dans un autre. Pour équilibrer, il y a un prélèvement au fonds de réserve de Fr. 17'300.00 qui se fait. Cela nous permet d'équilibrer le compte des eaux. S'il n'y avait pas ces Fr. 20'000.00, on aurait Fr. 2'700.00 qu'on pourrait mettre sur le fonds des eaux. C'est justement pour compenser cette dépense qui ne va pas se répéter qu'on prélève Fr. 17'300.00 au fonds de réserve.

Au vote, le budget de fonctionnement avec un excédent de charges de Fr. 129'550.00 est accepté à l'unanimité.

Débat de fond.

Donner connaissance du budget des investissements 2014

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je vous rappelle que le budget des investissements vous est communiqué à titre d'information, il ne doit pas être voté.

Personne ne désire s'exprimer.

7. Discuter et approuver l'octroi d'une subvention communale de Fr. 11'200.00 à la société Progressia pour des travaux d'isolation effectués aux immeubles « Rue du Doubs 16 » et « Rue du Doubs 18 »

Entrée en matière.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : la société Progressia désire réaliser des travaux d'isolation périphérique sur les bâtiments se trouvant à la rue du Doubs 16 et 18 pour un montant global de Fr. 317'000.00. D'après l'article 7 du règlement concernant la subvention de logements, la compétence d'octroyer une subvention pour un immeuble de plus de quatre logements appartient au Conseil général. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne désire s'exprimer, l'entrée en matière est donc considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : les travaux d'isolation pour les deux bâtiments s'effectueront sur les trois façades, la quatrième façade a été isolée il y a déjà quelques années. Donc, on peut admettre que l'isolation périphérique est réalisée totalement. C'est pourquoi, le Conseil communal vous propose le montant maximal qui peut être octroyé par bâtiment, c'est-à-dire Fr. 5'600.00. Le Conseil communal vous recommande d'accepter ce point.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 7 est accepté à l'unanimité.

8. a) Discuter et décider du prix de vente des futures parcelles du lotissement « Derrie lai Bâme »  
b) Donner au Conseil communal, en dérogation de l'article 27 du règlement d'organisation, la compétence de vendre les parcelles du secteur « Derrie lai Bâme »  
c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes relatifs à la propriété foncière pour les ventes des terrains du secteur d'habitation « Derrie lai Bâme »

Entrée en matière.

Monsieur Johnny Combremont : actuellement, 15 parcelles sont déjà réservées ou vendues. Pour cette raison, le Conseil communal a déjà entrepris la seconde étape de ce projet. Les travaux sont en cours. Il reste seulement le bitume à poser. Pour ces nouvelles parcelles, la Commune a déjà des intéressés. Le Conseil communal propose donc de mettre en vente ces 11 parcelles de « Derrie lai Bâme » au prix de Fr. 135.00/m<sup>2</sup>. Le Conseil communal vous recommande d'accepter l'entrée en matière.

Monsieur Jacques Boni : le parti Verts et PS s'oppose à l'entrée en matière des points 8 a), b) et c) car les ventes de parcelles du Plane Percé sont intéressantes, mais il reste encore 7 parcelles à vendre, plus les 4 réservées. Donc, sur les 22 parcelles, il y en a encore la moitié à vendre. Nous proposons, avant d'ouvrir la nouvelle zone à bâtir de Derrie lai Bâme, que le 80 % des parcelles du Plane Percé soit vendu, soit environ 18 parcelles. La convocation d'une séance du législatif n'est pas un problème car nous nous retrouvons trois à quatre fois par année, ce qui permet de prendre des décisions rapidement. C'est pour ces raisons que nous proposons de refuser l'entrée en matière et de reporter ce point à une séance ultérieure.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je ne veux pas dire que c'est toutes les semaines qu'on signe des actes de vente, mais pas loin. Sur toutes les parcelles qui ont été réservées jusqu'à présent, il y en a peut-être une ou deux pour lesquelles les acheteurs ont décliné l'achat. Ce n'est quand même pas rien de convoquer une séance du Conseil général. Ça donne du travail et je trouve personnellement que ce n'est pas forcément très réactif. C'est pour cela que le Conseil communal a pris les devants afin de pouvoir répondre aux attentes des futurs acquéreurs.

Monsieur Blaise Willemin : je crois que c'est un petit peu tard pour réagir. C'était avant le début des travaux qu'il fallait le faire. Maintenant que les travaux ont été lancés, il y a de l'argent qui a été avancé et je ne vois pas l'intérêt de stopper maintenant. C'était avant qu'il fallait faire une pause, mais pas maintenant. Je vous propose d'accepter cette entrée en matière.

Monsieur Jacques Boni : lors des assemblées d'information pour ces deux zones à bâtir, il avait été dit que quand l'une serait pleine, on ferait l'autre. Actuellement, toutes les parcelles ne sont pas vendues, c'est pour cela qu'on intervient. Quand Monsieur le Maire nous dit que c'est difficile de convoquer une séance du Conseil général, il ne faut quand même pas rigoler. Trois à quatre fois par année, on peut se réunir sans problème. On peut même faire une séance extraordinaire.

Monsieur Paolo Cattoni : j'aimerais juste dire que ce n'est pas forcément évident, quand on a une zone comme ça, on a probablement des parcelles qui sont moins intéressantes, mais on ne doit pas bloquer la suite des investissements et ne pas attirer des nouvelles personnes dans la Commune parce qu'il y a des parcelles qui sont moins intéressantes et qui ne sont pas vendues. Il faudra peut-être se poser la question à un moment donné s'il ne faut pas solder ces parcelles, mais il ne faut en tout cas pas arrêter d'aller de l'avant.

Monsieur Martial Farine : je crois qu'on ne peut pas solder des parcelles. Je ne pense pas qu'on pourra baisser le prix. Il y a eu un précédent, me semble-t-il, dans les années 2000 quand les parcelles du Jourez ont été vendues, on devait déjà remplir les parcelles qui étaient faites alors que la suite était déjà viabilisée.

Monsieur Paolo Cattoni : il y avait des prix différents.

Monsieur Robert Claude : quand on entend qu'il y a des parcelles qui ne sont pas encore vendues, etc., si le Conseil communal avait respecté tous les points : on viabilise, on aborne et après on commence de vendre, on commencerait de vendre des parcelles seulement maintenant. Le Conseil communal a anticipé, ça fait une année qu'on a commencé les travaux, on a reçu un tout ménage et il me semble qu'il n'y a pas beaucoup

de parcelles qui ne sont pas vendues. Je pense qu'il faut aller de l'avant et accepter l'entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 13 voix contre 3.

a) Discuter et décider du prix de vente des futures parcelles du lotissement « Derrie lai Bâme »

Débat de fond.

Monsieur Johnny Combremont : je n'ai rien à ajouter.

Monsieur Germain Jobin : par rapport à cette zone verte, on est vraiment obligés de sacrifier ça ? Il y en a tout le tour de la zone verte, ce sont deux parcelles qu'on perd.

Monsieur le Maire, Michaël Clémence : c'est le plan d'aménagement local qui a imposé cette zone verte, comme la zone tampon vers l'entreprise Zürcher. Après, il ne faut pas aussi oublier que, derrière cette zone verte, du côté Ouest, il y a les fameuses tours des Progressia. Je ne pense donc pas que ça serait des superbes parcelles non plus.

Monsieur Germain Jobin : ce sont des parcelles qu'on aurait éventuellement pu vendre moins cher, mais on aurait pu moins gaspiller ce terrain.

Monsieur Jacky Epitiaux : compte tenu des dernières investigations qu'on a faites avec la Commission de promotion économique et suite à ce qu'on a entendu ce soir, avec une telle demande sur nos parcelles, avec un tel succès dans les ventes, on pourrait dire que les parcelles à Fr. 135.00/m<sup>2</sup>, ce n'est pas assez cher. L'objectif d'un village est que ça reste un village, en tout cas, c'est une opinion que je défendrais et que la prospérité financière ne passe pas nécessairement par une augmentation de sa population. Je pose la question de savoir si nous ne pouvons pas passer ces parcelles à un prix supplémentaire pour diminuer peut-être un petit peu la demande, en réalisant des bénéfices un peu plus juteux. Ça nous permettrait aussi d'éponger certains investissements qu'on a votés récemment. Je suis donc plutôt partisan de mettre ces parcelles plus près de Fr. 150.00 que de Fr. 135.00, compte tenu de la forte demande. Fr. 150.00, dans notre région, à mon avis ce n'est pas si cher que ça.

Monsieur Paolo Cattoni : peut-être pour aller dans le sens à Monsieur Epitiaux, si effectivement il est peut-être intéressant d'avoir des parcelles à Fr. 150.00, est-ce qu'il n'est pas aussi intéressant de baisser le prix de certaines parcelles qui n'ont pas vraiment l'attrait des autres, pour pouvoir avoir un maximum d'occupation ?

Monsieur Marcel Humair : je pense que si on réunit les avis des Verts et de ce qui a été exprimé tout à l'heure, si on fait une différence dans l'attractivité par rapport au prix, ça permet aussi de faire une priorité aux terrains du Plane Percé qui sont à Fr. 130.00. Cela favoriserait en priorité l'achat de ces parcelles si on différenciait le prix d'achat des parcelles de Derrie lai Bâme. Ça permettrait de respecter cette chronologie dans la vente des parcelles et de réguler la demande. On n'aurait pas des parcelles qui restent dans une zone, alors qu'elles seront excessivement demandées dans l'autre zone. C'est la raison pour laquelle le parti propose aussi d'envisager un prix supérieur à Fr. 135.00. On parlait de Fr. 140.00.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : est-ce qu'il y a des propositions. Pour le moment, on est dans la discussion.

Monsieur Gabriel Bilat : moi aussi, je serais d'avis à scinder cette zone en deux. La partie Est, avec 6 parcelles, vaut Fr. 150.00, surtout qu'il y a encore une zone verte à côté qui est vraiment agréable. La partie Ouest, c'est en bordure de route, on peut la mettre à Fr. 135.00 comme c'était prévu. Après, ça pourrait un petit peu donner la liberté au Conseil



communal de baisser le prix des parcelles invendues, mais pas tout de suite. C'est une proposition.

Monsieur Robert Claude : vu le grand succès de la vente des parcelles de la zone Le Plane Percé, vous faites le bon choix de viabiliser la deuxième zone de Derrie lai Bâme. On pourrait même se poser la question d'entreprendre les démarches pour une nouvelle zone. Si l'on compare ces deux zones, le Plane Percé et Derrie lai Bâme, cette dernière est mieux exposée, elle est un peu surélevée, l'ensoleillement est optimal avec un clin d'œil magnifique. C'est peut-être une des plus belles zones à bâtir du village. Vu ces petits avantages, le PCSI vous propose de vendre ce terrain à Fr. 140.00. Ce n'est pas pour renflouer la caisse communale, mais à cause de la belle situation de ces parcelles. Concernant la discussion que vous avez eue avant, on dit que ça fait une année qu'on a ce terrain, moi je pense qu'il faudrait déjà attendre dix ans et s'il reste encore 5 parcelles au Plane Percé, c'est là qu'on pourrait commencer à les marchander. A l'heure actuelle, pour le Plane Percé, il faut rester à ce prix-là et attendre. Sur 22 parcelles, il y en a déjà 15 ou 16 de vendues, il ne faut pas dire que c'est un échec et que ça va aller long. Quand on a une zone à bâtir, il ne faut pas croire qu'un mois après tout doit être bâti. On a une zone, c'est quand même pour qu'elle se remplisse gentiment. Pour en revenir au prix de vente de Derrie lai Bâme, je propose donc au nom du PCSI un prix de Fr. 140.00/m<sup>2</sup>.

Monsieur Martial Farine : il y a une chose qui me tracasse un peu dans ce qu'a dit Monsieur Epitiaux tout à l'heure, c'est que lorsqu'on a décidé d'ouvrir ces zones à bâtir, c'était quand même bien pour augmenter la population du village. Derrière ça, on voudrait augmenter le prix des parcelles. J'ai de la peine à me rendre compte : est-ce que c'est un obstacle pour les gens de payer Fr. 5.00 de plus du mètre carré à des prix pareils ? Je n'aimerais pas qu'on augmente trop et qu'il y ait des gens qui nous disent que c'est juste un peu trop cher et qu'ils ne viennent pas à cause de ça. Est-ce qu'on est sûrs, avec des sommes à Fr. 150.00/m<sup>2</sup>, que les parcelles seront vendues et que la demande sera toujours là ? J'ai peur qu'on aille un peu trop haut et qu'il y ait des gens qui ne puissent plus accéder à la propriété. Il y a des gens pour qui c'est vraiment un rêve d'accéder à la propriété et qui n'ont pas toujours forcément les moyens. On doit aussi réfléchir dans ce sens-là. Je n'ai pas de proposition à faire sur le prix des parcelles.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je vous rappelle juste que vous pouvez faire deux interventions par sujet.

Monsieur Paolo Cattoni : juste pour donner une indication, Fr. 5.00/m<sup>2</sup> ça représente environ Fr. 4'000.00 par parcelle. Je pense que la différence se fera plutôt dans le choix de la cuisine, mais pas dans le prix du terrain.

Monsieur Jacques Boni : par rapport à ce prix, on pourrait peut-être mettre des critères écologiques, que ça soit n'importe quel prix. Il faudrait dire que ceux qui veulent venir bâtir sur cette parcelle qui est bien située, il faudrait qu'ils construisent avec le label Minergie. Ça pourrait être un critère qui relèverait un peu l'option de la Commune en mettant une solution un peu plus écologique. C'est une proposition.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : si cette proposition est acceptée, on doit modifier le règlement.

Monsieur Claude Gagnebin : c'est exact. On devra modifier le règlement de construction et c'est le peuple qui devra voter.

Monsieur Jacques Boni : je maintiens ma proposition.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : on a donc trois propositions en plus de la proposition du Conseil communal.

- 1) Fr. 135.00/m<sup>2</sup> pour les parcelles du bas et Fr. 150.00/m<sup>2</sup> pour les parcelles du haut

- 2) Fr. 140.00/m<sup>2</sup> pour toutes les parcelles
- 3) Il doit y avoir des critères écologiques pour la construction peu importe le prix

Au vote, la troisième proposition qui dit que la vente de ces parcelles, indépendamment du prix, doit avoir des critères écologiques pour la construction, style Minergie obtient 3 voix pour et 13 voix contre.

Au vote, la proposition du prix du terrain à Fr. 140.00/m<sup>2</sup> obtient 12 voix et la proposition de deux prix à Fr. 135.00/m<sup>2</sup> et Fr. 150.00/m<sup>2</sup> en obtient 5. C'est donc le prix de Fr. 140.00/m<sup>2</sup> qui sera opposé à la proposition du Conseil communal.

Au vote, le prix de vente à Fr. 140.00/m<sup>2</sup> obtient 17 voix et le prix de vente à Fr. 135.00/m<sup>2</sup> n'en obtient aucune. Le prix de vente est donc fixé à Fr. 140.00/m<sup>2</sup>.

b) Donner au Conseil communal, en dérogation de l'article 27 du règlement d'organisation, la compétence de vendre les parcelles du secteur « Derrie lai Bâme »

Débat de fond.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 8 b) est accepté à une majorité évidente.

c) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier les actes relatifs à la propriété foncière pour les ventes des terrains du secteur d'habitation « Derrie lai Bâme »

Débat de fond.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, le point 8 c) est accepté à une majorité évidente.

#### 9. Traitement de la motion déposée par M. Jacques Boni, intitulée « Motion 60 m<sup>3</sup> »

Monsieur Jacques Boni : dans cette motion, on demandait au Conseil communal de revoir l'article 9 du tarif des eaux de la Commune des Bois qui dit que, pour chaque abonnement ou logement raccordé au service des eaux, on calculera une consommation minimale de 60 m<sup>3</sup>. Cette motion nous a permis de faire des comparaisons avec les autres communes franc-montagnardes pour voir les disparités entre elles et nous. Les chiffres datent du printemps 2013. Cette motion 60 m<sup>3</sup> doit réparer une injustice faite aux citoyens qui consomment moins que ce minimum de 60 m<sup>3</sup>. Cette motion soutient aussi les personnes qui ont investi pour récupérer de l'eau de pluie et ainsi réaliser des économies d'eau potable. Cette motion empêchera que les petits consommateurs de moins de 60 m<sup>3</sup> « subventionnent » indirectement un prix du mètre cube bas. Enfin, cette motion répondra à un citoyen qui, il y a environ deux ans, avait écrit au Conseil général pour expliquer qu'il trouvait injuste qu'il doive payer des mètres cubes d'eau non consommés. Lors de ce Conseil général, aucun débat n'a eu lieu et aucune réponse n'a été donnée à ce citoyen concerné.

Monsieur Urs Moser : le Conseil communal a chargé la Commission services communaux (anciennement Commission STEP) d'étudier le problème soulevé par cette motion et qui concerne plus particulièrement l'article 9 du tarif de l'eau (page 18 du règlement). Voici le compte-rendu de cette Commission qui a été approuvé par le Conseil communal. Au niveau des faits, la Commission a étudié le dossier et a fait les constats suivants au sujet de

la taxe de base : en comparant le cas de quatre communes des Franches-Montagnes (Les Bois + trois communes), on relève que dans une commune, aucune taxe de base n'est prélevée. Dans deux autres communes, la taxe de base varie entre 16 m<sup>3</sup> et 40 m<sup>3</sup>. La location du compteur est la moins élevée à la Commune des Bois. Le prix de l'eau (Fr. 2.00/m<sup>3</sup>) est également le moins élevé à la Commune des Bois. Considérations : la loi fédérale sur l'utilisation des eaux exige, à l'article 124, que l'émolument perçu par les services communaux soit scindé en deux parties, soit la perception d'une taxe de base et d'une taxe en fonction de la consommation. Donc, la solution actuellement appliquée aux Bois ne correspond pas à ce que la loi exige. Cette solution n'est pas une réelle taxe de base, mais une consommation minimale. Le prix de cette consommation minimale est variable, car tributaire du prix de l'eau. 26 % des consommateurs, soit 141 sur 542, paient un prix de l'eau supérieur à Fr. 2.00/m<sup>3</sup>. Conclusions : afin de répondre pleinement d'une part aux bases légales fédérales et, d'autre part, aux préoccupations de la motion, la Commission a soumis la proposition suivante au Conseil communal. Premièrement, accepter la motion Boni. Deuxièmement, modifier les dispositions du règlement du tarif de l'eau inclus dans le règlement concernant l'alimentation en eau de la Commune municipale Les Bois qui sont : a) Remplacer la taxe actuelle (équivalent de 60 m<sup>3</sup>) par une réelle taxe de base ; cette taxe de base sera appliquée à l'ensemble des consommateurs. b) Le calcul de la taxe de base se fera en fonction des coûts devant être financés par celle-ci, à savoir Fr. 45.00 par consommateur. Ce chiffre sera évidemment encore discuté. Troisièmement, si la motion est acceptée et que l'article 9 du règlement est adapté en conséquence, d'une part chaque consommateur participera aux frais de l'infrastructure, d'autre part chaque consommateur paiera sa consommation effective de l'eau et la Commune gagne en marge de manœuvre pour le prix de l'eau qui pourrait être revu à la baisse. En conclusion, le Conseil communal propose au Conseil général ce soir d'approuver la motion 60 m<sup>3</sup>, de charger le Conseil communal de modifier le règlement et de soumettre ces modifications au Conseil général courant 2014.

Monsieur Germain Jobin : vous avez dit qu'il y avait combien de personnes qui étaient concernées ?

Monsieur Urs Moser : 26 %, soit 141 personnes sur 542.

Monsieur Marcel Humair : par consommateur, on entend ménage ? Une famille de cinq personnes, ça fait un consommateur ? Qu'est-ce qu'on entend par Fr. 45.00 par consommateur ? C'est par compteur ?

Monsieur Urs Moser : ce n'est pas tout à fait par compteur.

Monsieur Claude Gagnebin : il faut faire attention. On parle de raccordement d'après le règlement ou de logement. Ça veut dire que la taxe de base pour un immeuble locatif, par exemple Progressia, serait de 9 x Fr. 45.00. Nous sommes obligés de tenir compte du nombre de logements. Si on ne mettait que par raccordement, la situation changerait passablement par rapport à la situation actuelle. Actuellement, on a ces 60 m<sup>3</sup> qui avaient été souhaités par logement ou raccordement. Si on veut maintenir cette différenciation, on doit appliquer le même principe pour la taxe de base. Maintenant, on pourrait aussi très bien dire que ce sont Fr. 45.00 par raccordement, mais ça voudrait dire que les conditions de fixation de cette taxe de base seront différentes.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : qu'on soit bien d'accord, on n'en est pas à la résolution de la motion. Maintenant, on doit accepter ou non cette motion. Il y aura une proposition qui sera faite pour laquelle on pourra très bien intervenir et la modifier.

Au vote, la motion 60 m<sup>3</sup> est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : je prie donc le Conseil communal de donner la suite qui convient et de présenter le plus rapidement possible une proposition.

10. Nomination :  
Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes

Aucune proposition n'est faite.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : c'est bien malheureux. On remettra ce point à l'ordre du jour de la prochaine séance. Il est important que cette Commission soit complète.

11.a) Election du Président du Conseil général  
b) Election du premier vice-président du Conseil général  
c) Election du second vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

a) Election du Président du Conseil général

Monsieur Vincent Berger : le PDC propose Madame Marianne Guillaume.

Il n'y a pas d'autre proposition.

Au vote, Madame Marianne Guillaume est élue par 17 voix, sans opposition.

b) Election du premier vice-président du Conseil général

Monsieur Gabriel Bilat : la Liste libre propose Monsieur Paolo Cattoni.

Il n'y a pas d'autre proposition.

Au vote, Monsieur Paolo Cattoni est élu par 17 voix, sans opposition.

c) Election du second vice-président du Conseil général

Monsieur Jacques Boni : le groupe Verts + PS propose Monsieur Martial Farine.

Il n'y a pas d'autre proposition.

Au vote, Monsieur Martial Farine est élu par 17 voix, sans opposition.

d) Election de deux scrutateurs

Monsieur Blaise Willemin : le PCSI propose Madame Rose-Marie Jobin comme première scrutatrice.

Il n'y a pas d'autre proposition.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : le PDC propose Monsieur Vincent Berger comme deuxième scrutateur.

Il n'y a pas d'autre proposition.

Au vote, Madame Rose-Marie Jobin est élue par 17 voix, sans opposition.

Au vote, Monsieur Vincent Berger est élu par 17 voix, sans opposition.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur : pour conclure cette séance, permettez-moi de vous dire quelques mots sachant qu'elle est la dernière de l'année, année qui a passé très vite mais qui restera pour longtemps marquée dans l'histoire de notre Commune. En effet, par le vote du 24 novembre dernier, nous avons lancé définitivement le projet de complexe communal dont notamment la halle. Je ne reviendrai pas plus longtemps sur ce projet, mais tiens toutefois à relever la bonne tenue du déroulement de ce vote important, ainsi que la participation élevée du corps électoral. Ceci est une preuve de l'importance d'un tel projet pour notre Commune. Au terme de ce mandat de Président, je tiens à vous remercier, Chers collègues, pour la confiance que vous m'avez accordée durant cette année. Je rentre donc dans le rang en cédant le perchoir à Marianne en sachant que nous aurons une excellente Présidente en 2014. Enfin, je remercie et félicite toutes les personnes qui s'engagent pour notre Commune, que ce soient les membres des Commissions, tous les membres du Conseil communal avec en tête notre Maire dynamique qui se dépense énormément pour le bien de notre village. Remerciements également au staff du Secrétariat communal, notamment Claude et Marlyse pour tout le travail et la bonne collaboration durant cette année. Il ne me reste plus qu'à vous présenter tous mes vœux de bonheur et de santé pour l'année 2014, ainsi que de joyeuses fêtes de fin d'année.

Monsieur le Président, Daniel Hubleur, est chaleureusement applaudi.

Madame Marianne Guillaume : je tiens aussi à remercier notre Président. Il a mené cinq séances du Conseil général de mains de maître, avec compétences, le règlement sous les yeux, la tête sur les épaules pour mettre en relation les différentes positions. Il a su remettre aussi certains sur les rails par rapport au nombre de fois où ils ont pris la parole. J'espère que l'année prochaine ça me sera assez facile. Merci Daniel pour ton engagement et ton investissement durant l'année.

Une petite attention est remise à Monsieur Daniel Hubleur.

Monsieur le Maire, Michäel Clémence : je tiens, au nom du Conseil communal, à vous adresser mes vifs remerciements pour tout le travail accompli durant cette année et pour les années futures. Je vous souhaite également, à vous et à vos familles, d'excellentes fêtes de fin d'année et la santé, ce qui est primordial et du travail pour certains. La Commune vous offre un petit apéritif. Bonne fin de soirée.

La séance est levée à 22 heures.

Au nom du Conseil général  
Les Bois  
Le Président:      La Secrétaire :

Daniel Hubleur      Marlyse Jobin